

Audition
Projet de loi constitutionnelle – Equilibre des finances publiques
Mardi 12 avril 2011 - AN

Monsieur le président,
Messieurs les rapporteurs,
Mesdames, Messieurs les députés,

50 ans après son adoption, notre Constitution a connu une profonde réforme qui a permis de moderniser nos institutions et leur fonctionnement. Cette réforme s'est construite autour de trois renforcements : un renforcement de la protection des droits et libertés des citoyens, un renforcement des pouvoirs du Parlement et enfin un renforcement du contrôle de l'action du pouvoir exécutif.

Mais la Constitution n'a pas pour seul rôle d'organiser les institutions de la République et leur interaction. Elle est aussi l'expression du Pacte social, l'expression des règles et principes du vivre ensemble, qui unissent chacune et chacun d'entre nous autour d'un projet commun.

La crise à la fois soudaine et brutale qui a frappé l'ensemble de l'économie mondiale en 2008 a mis en lumière à quel point les comportements irresponsables en matière de gestion des déficits publics peuvent conduire des pays au bord de la faillite. Les finances publiques de notre pays comme celles de nos partenaires ont été profondément dégradées par cette crise : nous nous devons de réagir en conscience et avec vigueur pour empêcher l'aggravation des déficits et la hausse de la dette publique.

Vivre ensemble, c'est aussi adopter un comportement responsable vis-à-vis des générations futures. Quel héritage voulons-nous laisser à nos enfants ? Certainement pas celui d'une situation dégradée, qui entamerait notre modèle social et la qualité des services rendus aux citoyens. Il est aussi de notre devoir de ne pas rejeter la charge de la dette sur les générations futures. C'est par une gestion vertueuse des finances publiques, et des comptes publics durablement assainis, que

nous préparerons cet avenir. Et nous pouvons agir aujourd'hui et maintenant, par l'expression d'un engagement fort et d'outils efficaces inscrits dans notre Pacte Républicain.

Cet engagement sera un pas supplémentaire dans une démarche engagée depuis 2007 pour le redressement de nos finances publiques. Je veux rappeler qu'à l'occasion des débats de la révision constitutionnelle du 23 juillet 2008, la question de la modernisation de la gestion des finances publiques n'a pas été éludée. Le constituant s'est résolument engagé dans cette voie. C'est ainsi qu'à l'article 47-2 de la Constitution, il est désormais indiqué que « Les comptes des administrations publiques sont réguliers et sincères. Ils donnent une image fidèle du résultat de leur gestion, de leur patrimoine et de leur situation financière ». Conscient que la gestion budgétaire suppose d'anticiper l'avenir, en 2008, le constituant a également instauré la loi pluriannuelle de programmation des finances publiques, qui est aussi la garantie d'une meilleure discipline budgétaire.

Depuis plus d'un an, nous sommes engagés dans une réflexion approfondie pour aller plus loin dans la gouvernance de nos finances publiques (le rapport de MM. Champsaur et Cotis, celui de Michel Camdessus). Aujourd'hui, à la demande du Président de la République, le Gouvernement vous propose de franchir un nouveau pas, un pas déterminant, pour la gouvernance de nos finances publiques. Ce projet est un projet de raison et de responsabilité. La vertu en matière déficit public suppose la mobilisation de tous. L'effort doit être conduit par chacun des acteurs et nous devons aussi le conduire ensemble : le Gouvernement qui prépare le budget et l'exécute comme le Parlement qui le vote et le contrôle. Mais l'objectif d'une gestion raisonnable des finances publiques ne peut pas s'exprimer uniquement au moment du vote des lois de finances. Gouvernement et Parlement doivent se livrer à une véritable révolution culturelle et accepter les limitations de leur action qu'impose une gestion rigoureuse des déficits publics.

C'est une telle révolution que permet le projet de loi constitutionnel soumis à votre examen, inscrivant dans notre Constitution le principe d'une loi-cadre de programmation pluriannuelle des finances publiques – qui fixera la trajectoire de réduction des déficits et du retour à l'équilibre des comptes publics et qui s'imposera

aux lois de finances et aux lois de financement de la sécurité sociale. C'est par cet engagement fort de la Nation, et parce que les lois-cadres s'inscrivent dans la durée, que nous pourrons donner toutes ses chances au redressement de nos finances publiques.

Ces lois-cadres seront soumises de droit au contrôle du Conseil constitutionnel. Par ce contrôle systématique, nous nous assurerons que la trajectoire de finance publique répond pleinement et entièrement aux règles que le constituant a fixées. C'est l'assurance que ces textes présenteront toutes les garanties constitutionnelles, car le Conseil a toujours su faire la preuve de sa capacité à appréhender ses nouvelles missions. Il l'a récemment démontré encore dans la mise en œuvre de la nouvelle procédure des questions prioritaires de constitutionnalité.

Ces principes étant posés et consacrés par le constituant, une loi organique viendra, en outre, préciser toutes les modalités de mise en œuvre de la réforme, et en particulier le mécanisme des lois-cadres.

Il est de notre responsabilité de prendre toute la mesure des nouvelles réalités qui régissent nos finances publiques ; il est de notre devoir de faire évoluer nos pratiques en conséquence ; et je veux dire que tout doit être mis en œuvre pour garantir une collaboration pleine et entière entre le gouvernement et le Parlement. Aujourd'hui, la discipline budgétaire s'inscrit aussi dans le respect de nos engagements européens ; l'élaboration du budget de l'Etat répond à cette démarche consentie dans le cadre du Pacte de stabilité européen, à laquelle le Parlement doit être pleinement et impérativement associé. C'est dans cette perspective que le projet propose d'inscrire dans la Constitution le principe d'une transmission systématique à chacune des assemblées des programmes de stabilité, avant qu'ils ne soient adressés à la Commission européenne. Si la gouvernance des finances publiques est un effort partagé, elle suppose de donner au Parlement tous les moyens d'exercer son contrôle.

*

* *

Mesdames, Messieurs les députés,

Le rétablissement d'une situation d'équilibre des finances publiques, d'une dette publique maîtrisée, est une question d'intérêt commun qui engage l'avenir et engage aussi sur ce que nous voulons laisser en héritage aux générations futures. Nous pouvons toujours discuter des modalités concrètes de la gestion budgétaire vertueuse, mais une chose est certaine le retour à l'équilibre et la gouvernance des finances publiques est au-delà de tous les clivages, car ils sont notre bien commun.